

<http://www.pressegauche.org/Le-mouvement-de-greve-pour-la-remuneration-des-stages-continuera-a-l-hiver-2019>



# **Le mouvement de grève pour la rémunération des stages continuera à l'hiver 2019 : Pas de salaire, pas de stagiaire !**



- Communiqués - Événements -  
Date de mise en ligne : mercredi 19 décembre 2018

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

## **Tiohtià:ke (Montréal, territoire mohawk non cédé), 2018/12/17**

Le 13 décembre, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur rencontrait des acteurs et actrices du milieu étudiant pour discuter de la campagne pour la rémunération des stages. À cette rencontre, des militantes de la coalition montréalaise, sherbrookoise, outaouaise et de la région de Québec étaient présentes. Les représentants de la FAEUQEP, de l'UEQ et de la FECQ y étaient aussi. Alors que le 21 novembre dernier, 58 000 étudiant.e.s et stagiaires étaient en grève et participaient à des manifestations à Montréal, Sherbrooke, Rimouski, Québec et Gatineau, le gouvernement ne pouvait continuer à ignorer la revendication d'un salaire pour tout.e.s les stagiaires à tous les niveaux d'études. La mobilisation en cours depuis plus de deux ans a mis l'enjeu du travail gratuit effectué par les étudiant.e.s au diplôme d'études professionnelles, au Cégep et à l'Université sur toutes les lèvres autant dans les médias que dans la société civile.

Et la mobilisation continue. Alors que le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, invite à « ne pas enfoncer des portes ouvertes », les étudiant.e.s répondent que leur exploitation a assez duré. Il y a déjà près d'un an, Hélène David, la prédecesseure libérale en matière d'éducation, implorait aussi la patience. Pendant ce temps, le gouvernement rémunère plusieurs stages du domaine privé à coup de subventions ou de crédits d'impôts importants, stages qui, rappelons-le, sont majoritairement et traditionnellement occupés par des hommes. « On nous demande de laisser le gouvernement faire son travail alors qu'il est le plus important employeur de stagiaires non-rémunéré.e.s. On peut d'autant plus s'inquiéter de son ignorance des tâches prises en charge chaque jour par des stagiaires qui travaillent en son sein. Pour notre part, nous gardons le cap sur un plein salaire et des conditions de travail convenables pour l'ensemble des étudiant.es en situation de stage, même si ça implique la grève de nos cours et de nos stages pour une durée illimitée à l'hiver 2019 », explique Gabriela Gonzales Del Valle, stagiaire en technique de soins infirmiers et militante au CUTE St-Lô. « Élu le 1er octobre dernier, le gouvernement CAQiste prend depuis des décisions aux impacts financiers importants sans exiger de délais comme celui qui nous est demandé. Comme le confirme la rencontre de jeudi dernier, le gouvernement souhaite plutôt un temps de réflexion pour hiérarchiser une fois de plus les stages et pour laisser nombre de femmes, personnes trans et non-binaires, parents étudiants et personnes migrantes derrière », renchérit Gabriela Gonzales Del Valle.

Heureusement, d'importantes forces vives de la société appuient la position de rémunération de tous les stages que défendent les étudiant.e.s et les stagiaires qui étaient en grève lors de la semaine du 21 novembre. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ainsi que la Fédération des femmes du Québec (FFQ) ont appuyé le mouvement de grève, tandis que des regroupements et organismes communautaires, dont le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et la Table de concertation de Laval en condition féminine, l'ont fait dans les derniers mois. Ce soutien illustre que les acteurs des milieux communautaires, de la santé, des femmes et syndicaux comprennent que la situation des stages non-rémunérés doit changer.

De leur côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et l'Union étudiant du Québec (UEQ) continuent de réclamer un « vaste chantier » ou un système de compensation, et participent ainsi aux tentatives de division et de récupération du mouvement. Elles ne consacrent aucun effort à informer la population étudiante ou à faire pression sur le gouvernement, ce qui explique l'absence des membres de l'une et le silence de l'autre durant la semaine de grève. « Inutile de continuer à négocier derrière des portes closes avec l'UEQ et la FECQ, qui ne représentent ni ne coordonnent ce mouvement, pour tenter de le tuer dans l'oeuf. Les Coalitions régionales sont impatientes de recevoir des propositions sérieuses du ministre Roberge qui devront répondre aux préoccupations des stagiaires à bout de souffle, soit entre autres leurs lourdes tâches de travail, l'absence de reconnaissance du travail accompli, des conditions de travail difficiles et leur isolement », conclut Evelyne Gauvin, stagiaire en

enseignement et militante au CUTE UQAM.

Nous espérons que le gouvernement Legault tiendra sa promesse électorale de trouver une solution à la pénurie actuelle de main-d'oeuvre et de miser sur la compétitivité des travailleurs et travailleuses québécoises. Nous souhaitons qu'il profite du travail entamé par les Coalitions Régionales pour la rémunération des stages pour reconnaître le travail féminin et du « care » à sa juste valeur une fois pour toutes. « D'un côté, on admet qu'il règne une importante confusion quant à la définition des stages, et de l'autre, on prétend que les tâches accomplies pendant certains d'entre eux ne représentent pas un travail réel. Dans les faits, la charge de travail reléguée au stagiaire repose sur le milieu de stage bien plus que sur sa définition officielle. Si le gouvernement a besoin de temps, on l'appelle à suspendre tous les stages à l'hiver tant que la question n'est pas réglée. Ce que le ministre doit comprendre, c'est que nous ne travaillerons plus gratuitement, puisque tout, même la suspension des stages, nous semble plus souhaitable qu'une autre session d'exploitation, d'épuisement, de harcèlement et d'endettement », déclare Lou Tajeddine, stagiaire en travail social.